

Commune de GRAND BORNAND

Vu pour être Annexé
à ma décision le jour
ANNECY, le 10 Août 1960

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Chef de Division,



4

PROJET DE LOTISSEMENT
DU CHINAILLON

ELEMENTS TECHNIQUES
DU CAHIER DES CHARGES

LOTS - Il existe d'une part des lots principaux destinés à être vendus séparément ou groupés, d'autre part des lots secondaires ne pouvant pas être vendus isolément, mais seulement au propriétaire antérieur du terrain contigu ou à l'acquéreur d'un lot également contigu.

LOTS PRINCIPAUX 1 à 6
 8 et 9
 11 et 12
 16
 18 à 33

LOTS SECONDAIRES 7
 10
 13 à 15
 17

BATIMENTS -

Implantation - Les bâtiments seront implantés selon les règles suivantes :

Leur façade sera parallèle au Chemin départemental N° 4 pour tous les lots qui le bordent, et à une distance minimum de 8 mètres de l'axe dudit chemin.

Les façades des bâtiments des lots 10, 11 et 31 seront parallèles au chemin qui les dessert et à une distance minimum de 6 mètres de son axe.

Le recul des bâtiments par rapport aux propriétés ou lots voisins sera toujours supérieur à la moitié de la hauteur de la façade à construire, avec un minimum de 4 mètres.

Les constructions seront implantées de façon à permettre le bon fonctionnement de leur assainissement individuel tel qu'il est prévu au présent cahier des charges, compte-tenu en particulier de la déclivité du terrain.

Superficie constructible - La superficie susceptible d'être construite pour chacun des lots sera toujours inférieure à 12% de la surface du lot en question.

Hauteur - Les bâtiments ne pourront s'élever au delà des normes suivantes :

- Un sous-sol
- Un rez-de-chaussée
- Un étage (mansardé ou non)

Toiture - Les toitures seront à deux principaux pans, et leur faitage orienté perpendiculairement aux voies desservant chaque lot.

L'emploi de la tuile rouge est prohibé.

Façades - Il ne sera pas appliqué de couleurs vives en grandes surfaces.

Style - Toutes les constructions adopteront le style chalet.

EAUX DE PLUIE - Les eaux de pluie des lots ou des toitures des bâtiments seront amenées par chaque propriétaire soit dans le fossé des routes, soit dans les ruisseaux naturels.

EAUX USEES La résorption des eaux usées sera réalisée individuellement par les acquéreurs de chaque lot. Elle se fera en conformité de l'arrêté préfectoral du 30 septembre 1954.

DIMENSIONS DES LOTS Les cotes périmétriques du projet de lotissement soumis à l'approbation préfectorale

sont des cotes approchées. Elles pourront varier chacune de 1m 00 à la fixation définitive de la dimension des lots lors du bornage et du récolement des cotes périmétriques. Les surfaces définitives des lots pourront varier au maximum de 10% en raison en particulier du levé exact des torrens et ruisseaux séparatifs.

CLOTURE DES LOTS - Les murs de clôture des lots seront des murs-bahuts. Comme tels ils ne dépasseront le sol en aucun cas de plus de 0m 50.

APPARTENANCE ET ENTRETIEN DES ROUTES ET DE LA VOIRIE

L'entretien du Chemin départemental est et demeure la chose propre au Département.
L'entretien des autres chemins ou servitudes d'accès sont à la charge de la Commune au même degré que les autres éléments de la voirie communale.



Pour copie certifiée conforme :
Le Maire de GRAND-BORNAND :

[Signature]

Formalité de publicité

Taxe :	2.50
Salaires :	1

du

-3 FEV. 1961

Vol.

2490 n° 57 I

Dépôt	Vol. 515
	n° 620



DEPOT DE PIECES

par la COMMUNE DU GRAND-BORNAND concernant le lotissement "du Chinaillon".

Pardevant Me Amédée DERUAZ notaire à Thônes (Haute-Savoie) soussigné,

A comparu :

Monsieur Félicien MISSILLIER, Directeur du Syndicat d'Initiative, demeurant à Grand-Bornand (Haute-Savoie), Maire de cette commune,

Agissant aux présentes en sadite qualité de Maire de la COMMUNE DE GRAND-BORNAND et en exécution d'une délibération du Conseil municipal de cette commune en date du trois mailmil neuf cent soixante, approuvée par Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie à la date du dix août mil neuf cent soixante, et dont une copie certifiée conforme, revêtue de la mention d'approbation préfectorale est demeurée ci-annexée après mention.

LEQUEL a, par ces présentes, déposé à Me DERUAZ notaire soussigné et l'a requis de mettre au rang de ses minutes à la date de ce jour, pour en faire opérer la publicité foncière, les pièces ci-après concernant le lotissement dit " du Chinaillon" en trente trois lots numérotés de un à trente trois, d'une pièce de terre appartenant à la COMMUNE DE GRAND-BORNAND, sise sur cette commune au lieudit "Samence" figurant au cadastre révisé à la section A sous les numéros 23, 24, 25, 26, 14p, 44p, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2398p, 2399 et 2400 pour une contenance approximative de quatre hectares quatre vingt huit ares, savoir :

ient - Une copie certifiée conforme et revêtue du visa préfectoral du cahier des charges du lotissement dont il s'agit dressé par Monsieur CHAUMETON géomètre à Annecy.

2424
67

2ent - Une copie certifiée conforme du programme des travaux dudit lotissement dressé par le même géomètre, ladite copie revêtue du visa préfectoral.

3ent - Une ampliation de l'arrêté autorisant le lotissement pris par Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie le dix août mil neuf cent soixante sous le numéro 2429-60.

4ent - Un plan de situation du lotissement à l'échelle cadastrale de un /deux millièmes dressé par ledit Monsieur CHAUMETON et revêtu du visa préfectoral.

5ent - Et un plan de division dudit lotissement à l'échelle développée du un/cinq centièmes dressé par le même géomètre et revêtu du visa préfectoral.

En conséquence lesdites pièces sont demeurées ci-annexées après avoir été certifiées sincères et véritables par le comparant et revêtues de la mention d'annexe.

Pour compléter les pièces dont il s'agit et pour se conformer aux prescriptions du décret du quatre janvier mil neuf cent cinquante cinq portant réforme de la publicité foncière, Monsieur MISSILLIER comparant es-qualité, déclare :

I - Sur la désignation cadastrale des lots :

Le lotissement dont il s'agit est situé sur la commune de Grand-Bornand au lieudit "Samance",

Il comprend trente trois lots numérotés de un à trente trois, figurant au cadastre révisé à la section A, ainsi qu'il suit :

Lot N°1: N°2423 pour dix ares soixante trois centiares,

Lot N°2: N°2424 pour vingt ares trente six centiares,

Lot N°3: N°2425 pour quinze ares quatre vingt onze centiares,

Lot N°4: N°2426 pour dix neuf ares quarante trois centiares,

Lot N°5: N°2427 pour dix huit ares soixante et onze centiares,

Lot N°6: N°2428 pour cinq ares huit centiares,

Lot N°7: N°2429 pour trente deux ares vingt cinq centiares,

Lot N°8: N°2447 pour vingt neuf ares quatre vingts centiares,

Lot N°9 : N°2448 pour dix neuf ares quatre vingt six centiares,

Lot N°10 : N°2451 pour dix ares quarante sept centiares,

Lot N°11 : N°2452 pour onze ares cinquante sept centiares,

Lot N°12 : N°2456 pour sept ares soixante cinq centiares,

Lot N°13 : N°2455 pour un are quatre vingt sept centiares,

Lot N°14 : N° 2459 pour un are six centiares,

✓ Lot N° 15 : Nos 24 pour deux ares cinquante centiares, 25 pour trente six centiares, 2460 pour trois ares dix centiares et 2461 pour deux ares treize centiares, en quatre parcelles séparées par un bief, ensemble pour huit ares neuf centiares.

✓ Lot N° 16 : N° 2458 de onze ares cinquante sept centiares,

Lot N° 17 : Nos 2462 pour cinq ares deux centiares et 2463 pour dix ares soixante quatorze centiares, en deux parcelles séparées par un bief d'une contenance totale de quinze ares soixante seize centiares.

✓ Lot N° 18 : N° 2383 pour huit ares.

✓ Lot N° 19 : N° 2438 pour douze ares treize centiares.

✓ Lot N° 20 : N° 2439 pour douze ares soixante quatre centiares.

✓ Lot N° 21 : N° 2440 pour douze ares vingt huit centiares,

✓ Lot N° 22 : N° 2441 pour douze ares soixante dix sept centiares,

✓ Lot N° 23 : N° 2442 pour treize ares douze centiares,

✓ Lot N° 24 : N° 2443 pour treize ares quarante centiares,

✓ Lot N° 25 : N° 2437 pour quatorze ares quarante centiares,

✓ Lot N° 26 : N° 2432 pour treize ares douze centiares,

✓ Lot N° 27 : N° 2399 pour quarante et un ares soixante douze centiares,

✓ Lot N° 28 : N° 2433 pour huit ares cinquante cinq centiares.

✓ Lot N° 29 : N° 2376 pour treize ares trente six centiares.

✓ Lot N° 30 : N° 2375 pour quinze ares quarante quatre centiares.

✓ Lot N° 31 : N° 2435 pour douze ares quatre vingts centiares,

✓ Lot N° 32 : N° 2373 pour sept ares cinquante trois centiares.

✓ Et lot N° 33 : N° 2372 pour trente neuf ares vingt deux centiares.

II - Sur les servitudes stipulées au programme des travaux du lotissement :

Lot 17 - La parcelle numéro 2460 section A du cadastre sera grevée à titre de servitude perpétuelle le long de sa limite Nord d'un droit de passage et de circulation d'une largeur de trois mètres cinquante centimètres figuré aux plans ci-annexés sous les lettres A-B, au profit du lot numéro 17.

Lot N° 31 - le lot N° 31 profitera à titre de servitude perpétuelle d'un droit de passage et de circulation depuis le chemin départemental N° 4 jusqu'à la limite levant dudit lot sur le chemin communal de six mètres de largeur cadastré section A sous le numéro 2374 de sept ares soixante seize centiares.

III - Sur les ventes faites antérieurement de certains lots après dispense des formalités de lotissement :

1°) Lot N° 32 : Le lot N° 32, sus-désigné a été vendu par la COMMUNE DE GRAND-BORNAND à Madame BUCHET Hélène-Hubertine-Marie cuisinière demeurant à Grand-Bornand, née à Verviers (Belgique) le vingt neuf juin mil neuf cent vingt trois, veuve de Monsieur BARREAU Georges-Marie, aux termes d'un acte reçu par Me DERUAZ notaire soussigné, les cinq et six août mil neuf cent cinquante neuf, publié au bureau des hypothèques d'Annecy le dix huit même mois à volume 2355 numéro 41.

Cette vente a été dispensée des formalités de lotissement suivant certificat de Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie en date du dix huit juillet mil neuf cent cinquante neuf.

2°) Lot N° 18 : le lot N° 18 sus-désigné a été vendu par la dite Commune à Monsieur SYLVESTRE-BONCHEVAL Raoul-Eugène-Jean, technicien en bâtiment, demeurant à Grand-Bornand, né à La Balme-de-Thuy le onze janvier mil neuf cent trente cinq, époux de Madame SYLVESTRE-PANTHET Rose-Raymonde, suivant acte reçu par Me DERUAZ notaire soussigné, les neuf et dix novembre mil neuf cent cinquante neuf, publié au bureau des hypothèques d'Annecy le vingt quatre même mois à volume 2379 numéro 15.

Cette vente a été dispensée des formalités de lotissement suivant certificat préfectoral en date du douze septembremil neuf cent cinquante neuf.

3°) Lot N° 27 - Le lot N° 27 sus-désigné a été vendu par la COMMUNE DE GRAND-BORNAND à Monsieur LEVET Maurice-René-Victor, hôtelier, domicilié à Grand-Bornand, né à Entremont le six octobre mil neuf cent trete et un, époux de Madame ANGLADE Huguette-Marcelle-Léontine,, aux termes d'un acte reçu par Me DERUAZ notaire soussigné, les quatre et cinq avril mil neuf cent soixante, publié au bureau des hypothèques d'Annecy le trois mai suivant à volume 2421 numéro 67.

Cette vente a été dispensée des formalités de lotissement suivant certificat de Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie en date du dix sept juin mil neuf cent cinquante neuf.

IV - Sur les documents d'arpentage dressés en vue du lotissement :

Le lotissement dont il s'agit a fait l'objet de deux documents d'arpentage dressés par Monsieur CHAUMETON géomètre sus-nommé, outre ceux établis pour les ventes dont il vient d'être parlé.

L'un n° 116 constate, savoir :
Que le N° 2398 section A d'une contenance de cent dix hectares quarante neuf ares quarante sept centiares est formé actuellement par les Nos 2432, 2433, 2435, 2437 sus-désignés et 2434 de soixante deux centiares, et 2436 de cent dix hecta-

res quatre vingt douze centiares restant la propriété de la COMMUNE DU GRAND-BORNAND, le tout nature pâture.

~~et que le numéro 44~~ de deux hectares soixante cinq ares cinquante centiares est formé actuellement par les numéros 2423 à 2429 inclus sus-désignés, et 2430 de sept ares trois centiares et 2431 de un hectare trente six ares trente huit centiares restant la propriété de la commune du Grand-Bornand le tout nature pâture, section A.

Et l'autre N° II7, constate, savoir :

Que le N° I4 section A, nature pâture, d'une contenance de soixante dix hectares six ares vingt huit centiares, est formé actuellement par les numéros 2438 à 2443 sus-désignés et ceux 2444 de quatorze centiares, 2445 de trois ares trente quatre centiares et 2446 de soixante neuf ares, vingt six ares soixante et un centiares restant la propriété de la COMMUNE DE GRAND-BORNAND.

Que le numéro 26 section A, nature pâture d'une contenance de soixante dix neuf ares trente centiares est formé actuellement par les numéros 2447, 2448, 2451 et 2452 sus-désignés, et ceux 2449 de trois ares quatre vingt huit centiares, 2450 de quatre vingt quatre centiares, et 2453 de deux ares trente et un centiares restant la propriété de la COMMUNE DE GRAND-BORNAND et une contenance de un are cinquante six centiares passée au Domaine Public.

Que le numéro 2382 section A nature pâture d'une contenance de quarante ares cinquante centiares est formé actuellement par les numéros 2455, 2456, 2458, 2459, 2460 et 2463 ci-dessus désignés et ceux 2454 de quarante neuf centiares, 2457 de trois ares cinquante cinq centiares, et 2464 de quatre vingt quatre centiares restant la propriété de la COMMUNE DE GRAND-BORNAND;

Et que le numéro 23 section A, nature lande, d'une contenance de quatre ares vingt centiares est formé actuellement par les numéros 2461 et 2462 sus-désignés.

V - Et sur l'origine de propriété desdits immeubles :

Les immeubles objet dudit lotissement appartiennent à la COMMUNE DE GRAND-BORNAND pour celle-ci en être propriétaire depuis un temps immémorial et en tout cas pour en avoir la possession d'une manière continue et non interrompue, paisible, publique, non équivoque et à titre de propriétaire depuis plus de trente années.

Frais

Tous les frais, droits et émoluments des présentes et de leurs suites, seront supportés par la Commune de Grand-Bornand, ainsi que l'y oblige Monsieur MISSILLIER es-qualités.

Dont acte.

Fait et passé à Thônes,

En l'étude du notaire soussigné,
L'an milneuf cent soixante et un,
Le quatorze janvier.

Et après lecture faite Monsieur MISILLIER comparant es-
qualité, a signé ainsi que le notaire.

A la minute suivent les signatures et la mention :

Enregistré à ANNECY A.G. le dix sept janvier mil neuf
cent soixante et un, volume 313 folio 66 numéro 38/4. Extrait
numéro 211. Reçu : dix nouveaux francs . IONF.

(signé) Illisiblement.

Département de la Haute-Savoie - Arrondissement d'Annecy -
Commune du GRAND-BORNAND

EXTRAIT

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU GRAND-
BORNAND

Séance du trois mai mil neuf cent soixante.

L'an mil neuf cent soixante le trois mai à vingt heures
trente, le Conseil Municipal de la Commune du Grand-Bornand
dûment convoqué, s'est réuni dans la salle consulaire de
la mairie, sous la présidence de Monsieur PERRILLAT-MONET
César, Maire,

Sont présents : MM. Les Conseillers, PERRISSIN-FABERT
Fernand, VULLIET Max, VULLIET Flavien, PERRILLAT-AMEDE Ale-
xandre, FAVRE-FELIX Francis, FOURNIER-BIDOZ Joseph, HUDRY
Raymond, MISSILLIER Félicien, PERNET-COUDRIER Fernand,
PERRISSIN-FABERT André, BERRIX Noël, BASTARD-ROSSET Jean,
formant la majorité des membres en exercice.

Monsieur le Conseiller BASTARD-ROSSET Jean, désigné
par le Conseil, prend place au bureau en qualité de Secré-
taire, fonctions qu'il déclare accepter.

Le Maire demande au Conseil de donner son avis sur le
projet de lotissement du Chinaillon dressé par Monsieur
CHAUMETON, géomètre-Expert à Annecy,

Le Conseil municipal,

Après avoir délibéré,

APPROUVE le projet de lotissement dont il s'agit sous
réserves :

1°) Que la superficie constructible des lots 16-20-
22-23 et 24 puisse être portée éventuellement à 20% dans la
cas où ces parcelles seraient cédées en vue de l'implanta-
tion de construction à usage commercial.

2°) Que chaque acquéreur fasse entreprendre la construc-
tion qu'il envisage dans les 2 ans qui suivront l'acqui-
sition définitive du terrain.

Fait et délibéré, lesdits jour, mois et an.

Suivant les signatures au registre.

Pour copie conforme. Le Maire : (signé) PERRILLAT.

Certifié sincère et véritable par Monsieur MISSILLIER soussigné, la délibération ci-contre et vu par lui et Me DERUAZ notaire à Thônes (Haute-Savoie) aussi soussigné, pour demeurer annexé à la minute d'un acte de dépôt reçu par Me dit notaire le quatorze janvier mil neuf cent soixante et un.

(signé) MISSILLIER - DERUAZ.

II

COMMUNE DE GRAND-BORNAND

PROJET DE LOTISSEMENT DU CHINAILLON.

De terrains appartenant à la Commune de Grand-Bornand.

Programme des travaux

La description qui suit des travaux d'aménagement du lotissement se réfère aux plans figurant dans le présent projet de lotissement.

EAU - Les canalisations en fonte ou fer auront un diamètre minimum de 0m06. Elles seront établies à une profondeur minimum de la tranchée de 1m00. La pression d'eau sera suffisante pour assurer la montée de l'eau sur l'emplacement de chaque bâtiment jusqu'à une hauteur de vingt mètres.

Un branchement en diamètre 0m02 avec robinet d'arrêt sous bouche à clé sera réalisé au droit de chacun des lots.

Quatre poteaux d'incendie en diamètre minimum 0m06 seront répartis le long de la Route Nationale.

EGOUTS - L'évacuation des eaux usées sera du type à fosse septique et champ d'épandage individuel pour chacun des lots. Leur réalisation, mentionnée ici pour mémoire, à pratiquer en conformité de l'arrêté préfectoral du trente septembre mil neuf cent cinquante quatre, incombera aux acquéreurs des différents lots et sera donc pratiquée après leur vente.

ELECTRICITE - L'alimentation du lotissement en électricité lumière et force sous 110-130 volts sera réalisée par les soins d'Electricité de France et amènera le courant à proximité de chaque lot à moins d'une portée de fil au delà du dernier poteau installé.

ROUTES - Les différents lots seront desservis de la manière suivante :

Lots I à 9 - par le chemin départemental N° 4.

I0 et II - Par le chemin rural de la Mulaterie.

I2 - Par le chemin départemental N° 4.

I3 à I5 - Par le chemin rural de la Mulaterie.

I6 - Par le chemin départemental N° 4.

I7 - Par une servitude de passage de 3m50 de largeur aboutissant au chemin rural de la Mulaterie.

I8 à 30 - Par le chemin départemental numéro 4.

31 - Par une servitude d'accès de 6m00 de largeur sur terrain communal.

32 et 33 - Par le chemin départemental N° 4.

Fait à ANNECY le 29 mars 1960. Le Géomètre-Expert :
CHAUMETON Pierre.

Pour copie certifiée conforme, le Maire de GRAND-BORNAND : (signé) MISSILLIER.

Vu pour être annexé à monarrêté de ce jour, ANNECY le dix août mil neuf cent soixante, Le Préfet, Pour le Préfet et par délégation, le Chef de division :

(signé) Illisiblement.

Certifié sincère et véritable par Monsieur Félicien MISSILLIER soussigné le programme de travaux ci-contre et vu par lui et Me DERUAZ notaire à Thônes (Haute-Savoie) aussi soussigné, pour demeurer annexé à la minute d'un acte de dépôt reçu par ledit notaire le quatorze janvier mil neuf cent soixante et un.

(signé) MISSILLIER et DERUAZ ce dernier notaire.

III

COMMUNE DE GRAND-BORNAND

PROJET DE LOTISSEMENT DU CHINAILLON

ELEMENTS TECHNIQUES DU CAHIER DES CHARGES.

Lots - Il existe d'une part des lots principaux destinés à être vendus séparément ou groupés, d'autre part des lots secondaires ne pouvant pas être vendus isolément, mais seulement au propriétaire antérieur du terrain contigu ou à l'acquéreur d'un lot également contigu.

LOTS PRINCIPAUX : I à 6 - 8 et 9 - II et I2 - I6 - I8 à 33 -

LOTS SECONDAIRES : 7 - I0 - I3 à I5 - I7.

BATIMENTS - Implantation : Les bâtiments seront implantés selon les règles suivantes :

Leur façade sera parallèle au Chemin départemental N° 4 pour tous les lots qui le bordent, et à une distance minimum de 8 mètres de l'axe dudit chemin.

Les façades des bâtiments des lots I0, II et 3I seront parallèles au chemin qui les dessert et à une distance minimum de 6 mètres de son axe.

Le recul des bâtiments par rapport aux propriétés ou lots voisins sera toujours supérieur à la moitié de la hauteur de la façade à construire, avec un minimum de 4 mètres.

Les constructions seront implantées de façon à permettre le bon fonctionnement de leur assainissement individuel tel qu'il est prévu au présent cahier des charges, compte-tenu en particulier de la déclivité du terrain.

Superficie constructible - La superficie susceptible d'être construite pour chacun des lots sera toujours inférieure à 12% de la surface du lot en question.

Hauteur - Les bâtiments ne pourront s'élever au delà des normes suivantes :

Un sous-sol,

UN rez-de-chaussée,

Un étage (mansardé ou non),

Toiture : Les toitures seront à deux principaux pans, et leur faitage orienté perpendiculairement aux voies desservant chaque lot.

L'emploi de la tuile rouge est prohibé.

Facades - Il ne sera pas appliqué de couleurs vives en grandes surfaces.

Style - Toutes les constructions adopteront le style chalet.

Eaux de pluie - Les eaux de pluie des lots ou des toitures des bâtiments seront amenées par chaque propriétaire soit dans le fossé des routes, soit dans les ruisseaux naturels.

Eaux usées - La résorption des eaux usées sera réalisée individuellement par les acquéreurs de chaque lot. Elle se fera en conformité de l'arrêté préfectoral du trente septembre mil neuf cent cinquante quatre.

Dimensions des lots - Les cotes périmétriques du projet de lotissement soumis à l'approbation préfectoralesont des cotes approchées. Elles pourront varier chacune de 1m00 à la fixation définitive ~~de la fixation définitive~~ de la dimension des lots lors du bornage et du récolement des cotes périmétriques. Les surfaces définitives des lots pourront varier au maximum de 10% en raison en particulier du levé exact des torrents et ruisseaux séparatifs.

Cloture des lots - Les murs de clôture deslots seront des murs-bahuts/ Comme tels ils ne dépasseront le sol en aucun cas de plus de 0m50.

APPARTENANCE ET ENTRETIEN DES ROUTES ET DE LA VOIRIE :

L'entretien du chemin départemental est et demeure la chose propre au département.

L'entretien des autres chemins ou servitudes d'accès sont à la charge de la commune au même degré que les autres éléments de la voirie communale.

Pour copie certifiée conforme : Le Maire de Grand-Bornand : (signé) MISSILLIER.

Vu pour être annexé à mon arrêté de ce jour, ANNECY le 10 août 1960. Le Préfet, pour le Préfet etpar délégation, le Chef de division : (signé) Illisiblement.

Certifié sincère et véritable par Monsieur Félicien MISSILLIER soussigné le cahier des charges ci-contre et vu par lui et Me DERUAZ notaire à Thônes (Haute-Savoie) aussi soussigné, pour demeurer annexé à la minute d'un acte de dépôt reçu par lui le quatorze janvier mil neuf cent soixante et un.

(Signé) MISSILLIER - DERUAZ.

IV

PREFECTURE DE LA HAUTE-SAVOIE - Division des Affaires Economiques et Sociales - 3ème bureau.

LOTISSEMENT COMMUNAL DU CHINAILLON - "SAMANCE" - GRAND-BORNAND.
Arrêté N° 2429 - 60 - JC/AMD

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU - le projet déposé par Monsieur CHAUMETON, mandataire de la commune de Grand-Bornand, concernant le lotissement d'un terrain lui appartenant, situé sur le territoire de la commune de Grand-Bornand, lieudit "Samance" cadastré section A, N° 14p, 23, 24, 25, 26, 44p, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2398p, 2399, 2400, d'une contenance approximative de 48.800 m², comprenant 33 lots.

VU les cahiers des charges, plan et programme d'aménagement dudit lotissement;

VU le code de l'urbanisme et de l'habitation.

VU les décrets N° 58-1466 du 31 décembre 1958 et 59-898 du 28 juillet 1959, relatifs aux lotissements/

VU la délibération du Conseil municipal du Grand-Bornand en date du 3 mai 1960.

VU l'avis de Monsieur l'Ingénieur en Chef des Ponts et chaussées en date du 8 juin 1960.

VU les avis de Mme le Directeur départemental de la Santé en date des 2 juin 1960, et 23 juin 1960.

VU l'avis de Monsieur le Directeur des Services départementaux du Ministère de la construction en date des 20 juillet 1960 et 8 août 1960.

SUR la proposition de Monsieur Le Secrétaire Général de la Préfecture.

A R R E T E

ARTICLE I - Est autorisé le projet de lotissement visé ci-dessus, sous réserve du respect des prescriptions des décrets des 31 décembre 1958 et 28 juillet 1959 sus-visés, des clauses du ~~condition~~ programme d'aménagement et du cahier des charges en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

II

ARTICLE 2 - Par dérogation aux clauses du cahier des charges, la superficie constructible des lots N° 16-20-22-23 et 24 pourra être portée éventuellement à 20% dans le cas où ces parcelles seraient cédées en vue de l'implantation de constructions à usage commercial.

ARTICLE 3 - Les travaux de viabilité et d'assainissement devront être entièrement exécutés par le lotisseur avant toute vente de parcelle et édification. La réglementation en vigueur en matière d'hygiène sera strictement observée.

ARTICLE 4 - L'épuration et l'évacuation individuelle des eaux usées seront réalisées par l'installation de fosse sceptique et filtre épurateur, suivis d'épandage souterrain, sous terre perméable rapportée, d'une épaisseur suffisante, à raison de 1m² par usager.

Chaque acquéreur devra auparavant soumettre son projet à l'approbation des services départementaux de la Santé.

ARTICLE 5 - Toutes les traversées de la chaussée du C.D. N° 4, lors de l'installation de la canalisation d'eau potable, seront faites sous tuyaux ciment, la tranchée ouverte étant remplie en béton maigre jusqu'à trois centimètres du niveau supérieur du revêtement.

ARTICLE 6 - Le présent arrêté ne dispense pas de toutes autorisations subsidiaires qu'il s'avèrerait indispensable d'obtenir, notamment en ce qui concerne le permis de construire.

ARTICLE 7 - Aucune modification ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle qui sera accordée dans la même forme que l'autorisation primitive.

ARTICLE 8 - Le projet approuvé dans les conditions ci-dessus sera déposé en Mairie pour être mis à la disposition du public. Les conditions du cahier des charges du lotissement devront figurer, ainsi que la date de la décision approbative, dans tous les actes et promesses de vente et dans tous les engagements de location ou de location-vente.

Les dites conditions du cahier des charges pourront être affichées par les soins du Maire sur le lieu du lotissement.

ARTICLE 9 - La présente autorisation deviendra caduque, si les travaux d'aménagement ne sont pas commencés dans un délai de 2 ans expirant le 10 août 1962.

ARTICLE 10 - Le présent arrêté sera publié au bureau des hypothèques par les soins du lotisseur ou de son mandataire.

ARTICLE 11 - Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

6

-Monsieur le Maire du GRAND-BORNAND pour exécution en ce qui le concerne :
 - M. le Directeur des Services départementaux du ministère de la construction.
 - M. le Directeur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre,
 - M. le Directeur des contributions Directes (Service du Cadastre),
 - M. l'Ingénieur en Chef des Ponts et chaussées;
 - Mme le Directeur départemental de la Santé.
 - M. le Chef de la deuxième division.
 ANNECY, le 10 août 1960, Pour le Préfet et par délégation, le SECRETAIRE GENERAL, :(signé) A. DELMAS.
 Pour ampliation, le Chef de division : (signé) Illisiblement.

Certifié sincère et véritable par Monsieur MISSILLIER soussigné et vu par lui et Me DERUAZ notaire à Thônes aussi soussigné pour demeurer annexé à la minute d'un acte de dépôt reçu par ledit notaire le quatorze janvier mil neuf cent soixante et un.

(signé) MISSILLIER - DERUAZ ce dernier notaire.

Le soussigné le Amédée DERUAZ notaire à Thônes (Haute-Savoie) certifie la présente copie exactement collationnée et conforme à la minute et à l'expédition destinée à recevoir la mention de transcription et approuve cinq mots révis nuls, sans renvoi.

Il certifie en outre que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.//.



[Handwritten signature]

13 OCT. 1964

2885 g

Taxe :	5 - ...
Salaires :	1 - ...

Départ	Vol. <u>535</u> n° <u>142</u>
--------	----------------------------------

-4 MARS 1964

CARAVOIRE

NOTABLE THINGS

1 MONTH-SAVE:

www.scribd.com

DATE, TIME AND PLACE

of romance

~~DEPOT DE PIECES~~
~~LOTISSEMENT DE SANANCE~~

Par devant Maître Jean LARAVOIRE,
Notaire à THONES (Haute-Savoie) soussigné
A comparu :

Monsieur PERRISSIN Fernand, proprié-
taire, Maire de la Commune de GRAND-BORNAND,
où il demeure:

Agissant en sa qualité de
Maire de la dite commune.

Lequel a, par ces présentes, déposé au notaire soussigné et l'a requis de mettre au rang de ses minutes à la date de ce jour, pour en assurer la conservation et en faire opérer la publicité foncière :

I/ L'arrêté de Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie en date du vingt huit aout mil neuf cent soixante trois, autorisant le projet du lotissement communal de Samance:

2/ Le programme des travaux et le cahier des charges;

3/ Le plan de situation, l'implantation des immeubles, le plan des lots, voirie, parkings, espaces verts,

4/ Le plan des réseaux d'alimentation en eau, électricité, téléphone;

5/ Le plan des réseaux d'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales:

6/ Un plan de vue d'ensemble.

Tous ces plans annexés, à la date du vingt huit aout mil neuf cent soixante trois, ont été arrêtés préfectoral sus-

En conséquence les arrêté préfectoral, programme des travaux, cahier des charges et les plans sont demeurés ci-annexés après avoir été certifiés véritables par le comparant et après mention du tout.

Tous les frais et honoraires des présentes, sont supportés par la Commune de GRAND BORNAND ainsi que son Mairie, Monsieur PERRISSIN, l'y oblige.

Dont acte,
Fait et passé à Grand-Bornand,
L'an mil neuf cent soixante quatre,
Le quatre mars.

Et lecture faite, le comparant a signé avec le Notaire.
Suivent les signatures.

Mention d'enregistrement.

Enregistré à ANNECY A.C. le cinq mars mil neuf cent
soixante quatre. VOL 315 F° 37 N°313/5. Reçu dix francs.
Le Receveur signé : illisible.

Taxe :	
Salaires :	

du . . .

[FOI] _____

Dépôt	Vol. _____
	n° _____

- EXPOSÉ - PROGRAMME DES TRAVAUX -
-CAHIER DES CHARGES-

- E X P O S E -

I) Préambule -

Le terrain faisant l'objet du lottissement communal de SAMANCE, d'une surface de 19 ha environ, appartient à la Commune du GRAND BORNAND. Jusqu'à ce jour il était utilisé par les exploitants locaux comme paturages. Pendant trois mois d'été, une soixantaine de bovins appartenant à huit propriétaires y paissaient, ce qui procurait à la commune un revenu annuel d'environ 1.000 F.

Lorsque les pistes de ski du CHINAILLON commencèrent à être connues la commune du GRAND BORNAND afin de favoriser le développement du tourisme, fit étudier un projet de lotissement de part et d'autre du chemin départemental n° 4, dans la partie basse du terrain communal. Malheureusement, il n'avait pas été réservé d'accès valable pour la desserte du terrain supérieur restant propriété de la Commune.

C'est pourquoi lorsque le conseil Municipal du GRAND BORNAND décida le lotissement des terrains communaux restants, c'est avec beaucoup de difficultés qu'il fallut étudier un nouveau projet de route, permettant l'accès dans des conditions satisfaisantes de tout ce flanc de montagne appelé à un grand développement. Il fallut même dans la partie SUD-OUEST du lotissement reprendre complètement le tracé d'un chemin qui présentait des rampes

2) Situation -

3) Dispositions techniques du projet -

a) Tracé de la voirie : Ce tracé fut conditionné :

- Grosso-modo le tracé adopté revêt la forme d'un 8 permettant un accès facile de tous les lots.

Le lotissement communal de SAMANCE, répond pour ce qui est des surfaces et du nombre des lots, aux caractéristiques figurées aux tableaux suivants.

: SURFACES : :							
: DESTINEES : SURFACES NON NEGOCIA-				: :			
: A LA VENTE : BLES :				: :			
-----:-----:-----:-----:-----:-----:-----:-----							
SUR-	SURFACE:	EMPLA-	SURFA-	PAS-	SURFA-	ESPA-	:
FACE	DES	CE	CE DE	SAGES	CE	DES	SURFACE:
TOTALE	LOTS	MENTS	LA	A	DES	VERTS	TOTALE:
:	:	DE GA-	VOIRIE	PIE-	PAR-	ET	:
:	:	RAGES:	:	TONS	KINGS:	JEUX	:
m2	m2	m2	m2	m2	m2	m2	m2
-----:-----:-----:-----:-----:-----:-----:-----							
188.100	129.950	1.280	22.590	1.600	1.950	30.730	188.100
-----:-----:-----:-----:-----:-----:-----:-----							
100 %	69 %	0,7%	12 %	0,9%	1 %	16,4 %	100 %
:	:	:	:	:	:	:	:
-----:-----:-----:-----:-----:-----:-----:-----							

- REPARTITION DES LOTS DU LOTISSEMENT -

	NOMBRE DE LOTS	SURFACE MOYENNE	SURFACE TOTALE
LOTS DESTINES A LA CONSTRUCTION INDIVIDUELLE	76	1.598 m ²	121.450 M ²
LOTS DESTINES A LA CONSTRUCTION EN CO-PROPRIETE	2	3.030 m ²	6.060 m ²
LOTS ISOLEES SUSCEP- TIBLES D'ETRE RAT- RACHES AUX LOTS VOI- SINS (Lots II A et II B)	2	1.220 m ²	2.440 m ²

80 x

129.950 m²

==

=====

c) Implantation des masses bâties :

Pour éviter toute anarchie dans les implantations des volumes bâtis, le territoire de SAMANCE a été divisé en zones ayant chacune des règles de constructibilité.

Les implantations devront être rigoureusement conformes au plan masse qui a été dressé et les emprises au sol figurées sur le plan, sont des emprises maximum.

d) Règles spéciales aux constructions :

Ce lotissement doit avoir un caractère strictement régional et adapté au site, d'où un certain nombre de règles définissant les pentes de toiture, les matériaux et la limitation des couleurs.

Pour éviter l'aspect de lotissement traditionnel, toutes les clôtures sont interdites et les propriétaires devront assurer un certain nombre de plantations ainsi que l'ensemencement total de leur parcelle pour reconstituer une sorte d'alpage verdoyant.

e) Travaux de voirie et réseaux divers :

La mise en état de viabilité complète de ce terrain communal comportera :

- une voirie principale de 8 m. de largeur
- une voirie secondaire de 4 m.
- des chaussées de piétons de 2m. de largeur
- des parkings.

Les réseaux d'alimentation comporteront :

- l'aménée et la distribution d'eau
- l'alimentation électrique par câble souterrain et d'éclairage public
- le téléphone par câble souterrain.

Les réseaux d'évacuation qui comprendront :

- le réseaux d'eaux usées avec station d'épuration
- le réseau pluvial.

4) Conclusion -

Le programme des travaux et le cahier des charges qui vont suivre ont été élaborés par les chargés d'études ci-avant désignés, avec le souci de réaliser un aménagement de site de montagne, restant dans le goût du pays, mais avec une viabilité moderne.

- PROGRAMME DES TRAVAUX -

Les travaux de voirie et réseaux divers (V.R.D) intéressent le lotissement communal de SAMANCE comprendront essentiellement les travaux suivants :

1°) LA VOIRIE ET LES AMENAGEMENTS DE TERRAINS pour laquelle on distinguera :

- la voirie principale
- la voirie secondaire
- les chaussées de piétons
- les parkings
- les aménagements de terrains

2°) LES RESEAUX D'ALIMENTATION qui amèneront à proximité de chaque lot :

- l'eau
- l'électricité et l'éclairage public
- le téléphone.

3°) LES RESEAUX D'EVACUATION qui emporteront :

- les eaux usées vers la station d'épuration,
- les eaux pluviales vers le ruisseau du CHINAILLON

1°) LA VOIRIE ET LES AMENAGEMENTS DE TERRAINS

- A) La voirie principale : c'est elle qui assurera la circulation à l'intérieur du lotissement. Sa chaussée aura 8 m de largeur et elle présentera en profil en travers une pente unique de 2 % dirigée contre le talus de déblain de façon à ramener les eaux de ruissellement vers le réseau d'eaux pluviales qui se situera au pied de ce talus. La plateforme de cette chaussée étant constituée par des éléments rocheux, il a été prévu un empierrement en tout venant de carrière de 0,25 d'épaisseur. Le revêtement de la voirie principale n'interviendra que lorsque la totalité des réseaux auront pris leur place sous la chaussée. Celle-ci recevra après sa mise en forme définitive un revêtement bi couche à l'émulsion de bitume. Ce revêtement sera effectué à titre provisoire et il s'accompagnera dans l'année qui suivra ces travaux, par un tapis de sables enrobés à 60 kg/M2.

B) La voirie secondaire : c'est elle qui assurera la desserte des lots isolés. Sa chaussée aura 4 m. de largeur et elle présentera en profil comme pour la voirie principale une pente de 2 % dirigée contre le talus de déblai. Même empierrement et même revêtement que pour la voirie principale.

C) Les chaussées de piétons : Les deux principales utiliseront l'emplacement de deux thalwegs aménagés. Elles permettront l'accès rapide vers le haut du lotissement et joueront le rôle de raccourci. Celle prévue au dessus du ruisseau de SAMANCE ASSURERA l'accès aux jeux et aux espaces verts.

Ces chaussées auront une largeur de 2 m. Elles seront traitées à l'italienne, c'est-à-dire qu'elles se présenteront en profil sous la forme d'un berceau qui rassemblera les eaux pluviales vers des puisards à grille. Leur empierrement aura 0m25 d'épaisseur et leur revêtement sera constitué par un tapis de sables enrobés à 60 kg au m² sur une couche d'accrochage à l'émulsion de bitume.

D) Les parkings : ils seront aménagés de la même façon que la voirie principale.

E) Les aménagements de terrains - ils consisteront à effectuer sur les terrains réservés aux espaces verts et aux jeux, des travaux de terrassements destinés à créer des plateformes, par comblement des thalwegs et nivellement d'ensemble des passages à piétons.

2°) LES RESEAUX D'ALIMENTATION

A) L'eau : Dans l'impossibilité de se brancher sur le réseau communal existant, il est prévu pour l'alimentation en eau du lotissement communal de SAMANCE, le captage d'une source sortant au Pied du Jalouvre, la source "des Fontaines Froides" située à l'altitude de 1500 m environ, son débit a été jaugé pendant l'été 1962 à 2 l/seconde, ce qui représente un débit largement suffisant pour l'alimentation demandée.

Toutefois afin de réserver l'avenir et en vue d'une extension éventuelle vers le haut du lotissement, il a été prévu un réservoir en béton armé de 200 m³ de capacité situé à une cote suffisamment élevée pour pourvoir aux besoins futurs. La distribution s'effectuera par des canalisations fonte ou acier de Ø 80 mm. Deux réducteurs de pression variable de Ø 80 sont prévus sur ce nouveau réseau, de même que 13 poteaux d'incendie à prise unique de 65 mm.

Afin d'éviter le défoncement permanent des chaussées, les prises particulières seront effectuées au droit de chaque lot par des tuyaux cuivre de section appropriée, qui seront arrêtés en dehors de la plateforme de la chaussée.

B) L'électricité et l'éclairage public : L'étude effectuée par les soins de la REGIE DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ELECTRICITE DE LA VALLEE DE THONES prévoit:

- un poste de transformation situé au centre du lotissement, habillé dans le style montagnard.
- l'alimentation de ce poste par une ligne 10.000 volts souterraine.
- la distribution basse tension souterraine par l'intermédiaire de cabines de branchements.

Pour l'éclairage public, il est prévu :

- des projecteurs à ballon fluorescent avec console fonte sur support béton armé, et alimentation par câble souterrain.

C) Le téléphone: L'alimentation téléphonique dont l'étude a été faite par le Service des Postes et télécommunications, prévoit :

- la pose des tuyaux ciment Ø 150, nécessaires au passage du câble téléphonique dans la même tranchée que l'électricité.
- les chambres de tirage à raison d'une tous les 70 m
- un local central d'une surface de 60 m² environ.

3°) LES RESEAUX D'EVACUATION

A) Les eaux usées : Un réseau ramifié collectera les eaux usées à proximité des constructions. Il sera en tuyaux ciment de Ø 150 et présentera tous les 40 m. ou à chaque changement important de direction, un regard de visite. Les branchements particuliers seront arrêtés à un mètre à l'intérieur de chaque terrain privé.

Le collecteur terminal amènera directement à une station d'épuration les eaux usées de l'ensemble du lotissement et des constructions voisines existantes.

Cette station sera construite à proximité du ruisseau du CHINAILLON dans une parcelle propriété de la commune.

Le système d'épuration adopté a été étudié par la SOCIETE GENERALE D'EPURATION ET D'ASSAINISSEMENT et il a fait l'objet d'un exposé par un collaborateur de cette société en mairie du GRAND BORNAND. Il s'agit du procédé des boues actives. Sans vouloir rentrer dans le détail, on peut dire que l'installation projetée dénommée "CELLULE BR 500" comprendra :

- un petit bâtiment appelé bâtiment des surpresseurs qui abritera 2 surpresseurs d'une puissance de 4 cv et une armoire électrique de commande.
- une cuve d'aération, décantation et une cuve de digestion aérobique disposant de l'appareillage suivant :
 - un petit comminutor destiné à broyer les matières.
 - une batterie de tuyauterie perforée pour assurer l'oxygénation des boues
 - un bédoué de relèvement pour l'éjection des boues
 - une nourrice d'alimentation d'air.

~~une nourrice d'alimentation d'air~~

Cette cellule qui représente avec les accessoires un encombrement de 6 m x 3 m sera habillée en forme de chalet

A l'extérieur de la cellule seront aménagés trois lits de séchage des boues qui pourront être recouverts par une toiture basse.

L'ensemble de la station, traité en architecture montagnarde ne déparera pas le site.

B) Les eaux pluviales : Réalablement à l'évacuation des eaux pluviales, il y aura lieu de mettre sous conduite deux ruisseaux dont le débit à la fonte des neiges est assez important. Pour le ruisseau de SAMANCE, les eaux seront canalisées à l'emplacement du lit actuel, par des canalisations ciment de \varnothing 800 m/m enrobées de béton. Pour l'autre ruisseau qui n'a pas de nom et qui est situé plus au Sud, les canalisations seront en ciment de \varnothing 500 m/m. Sur ces conduites tous les 40 ou 50m. sera prévu un regard de visite avec tampon fonte. L'emplacement du Thalweg de chaque ruisseau sera ensuite comblé par l'utilisation des terrassements provenant des aménagements des jeux, ou des terrassements en excédant. La nouvelle plate-forme créée sera utilisée comme passage à piétons.

Les eaux pluviales de la voirie principale comme il a été dit plus haut seront recueillies par des puisards à grille situés au pied du talus de déblais et dirigées par des tuyaux ciment de \varnothing 200m/m à \varnothing 300 m/m vers les canalisations principales collectant les deux ruisseaux

Celles des chaussées de piétons seront ramassées par des puisards à grille et conduites dans les regards de visite les plus proches.

EXECUTION DES TRAVAUX

L'exécution de ces travaux représentant une charge importante pour la commune du GRAND BORNAND, il a été décidé, afin d'en hâter l'exécution de procéder en deux tranches.

La première tranche s'arrêtera à la courbe de niveau 1.370 m. Elle comprendra jusqu'à cette cote la totalité des travaux de VRD à exécuter dans cette tranche avec, en plus le captage d'eau, le réservoir de 200 m³ et les canalisations destinées à alimenter le lotissement.

La deuxième tranche comprendra tous les autres travaux à effectuer au-dessus de la cote 1.370 m. hormis les travaux d'eau signalés ci-dessus.

CONCLUSION

La commune du GRAND BORNAND aura donc avantage à vendre les lots correspondants aux tranches de travaux à réaliser, afin d'alimenter sa trésorerie.

To tefois la fixation du prix au mètre carré de terrain vendu sera déterminée en fonction du prix des

travaux de VRD projetés et elle fera l'objet d'une délibération du conseil municipal.

Ainsi grâce aux accès, aux réseaux d'alimentation et d'évacuation prévus au projet de lotissement communal de SAMANCE, chaque acquéreur pourra avoir à sa disposition un terrain parfaitement viabilisé et disposant d'un maximum de commodités.

- CAHIER DES CHARGES -

Article I - CHAMP D'APPLICATION -

Le cahier des charges fixe les règles générales de construction applicables sur le territoire du lotissement de SAMANCE, telles que définies par le plan masse joint.

Ce territoire est situé en amont de la route départementale n° 4, entre le viilage du Chinaillon et le pont de Venay. Sa surface approximative est de 200.000 mètres carrés.

En cas d'extention de cette surface en amont, les mêmes règles seraient appliquées pour garder l'homogénéité de l'ensemble et éviter un voisinage dont le caractère des immeubles risquerait d'être différent. Des espaces de terre disponibles dont du reste réservés pour permettre une extension en amont et l'implantation d'une voirie supplémentaire se raccordant sur la voirie du projet actuel.

Article 2 - DIVISION DU TERRITOIRE DE SAMANCE EN ZONES -

L'ensemble du territoire considéré, serait divisé en zones teintées d'une couleur particulière et ayant des règles de constructibilité spéciales à chaque zone. Certaines règles ou prescriptions seraient communes à plusieurs zones.

Les zones sont les suivantes :

ZONE A

Teintée en rose sur le plan d'ensemble joint. Cette zone comporte les parcelles numéros : 1-2-3-4-5-6-7-8-10-11-15-25-26-29-30-31-32-33-34-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-74-75-76-77-78-

Cette zone est plus particulièrement réservée à la construction de chalets d'Habitation pour les vacances d'été et d'hiver. Les masses implantées sur cette zone auront une surface maximum telle que définie sur le plan masse (14 m x 10 m). Le volume de ces constructions n'excèdera pas un rez de chaussées avec un comble aménageable.

Les implantations pourront être inférieures à celles définies sur le plan masse, sans toutefois être inférieures à 60 mètres carrés au sol. Les surfaces de terrasses, loggias ou balcons pourront être prises en plus des masses définies ci-dessus.

Etant donné la pente inférieure du terrain, le sous-sol pourra compter comme un soubassement vu de l'aval, et sa hauteur ne devra pas excéder 3 mètres. Si cette cote apparente devait être dépassée, il y aurait lieu de prévoir des apports de terre pour ramener sa hauteur apparente à une cote ne dépassant pas 3 mètres. Des apports de terre pourraient aussi être nécessaires sur les façades en retour de la façade aval.

La hauteur totale de l'immeuble ne pourra excéder 9 mètres, sous la panne faitière du pignon aval.

Zone A' -

Zone du plan masse teintée en rose, avec hachures.

Cette zone comprend les parcelles suivantes : numéros 12-13-16-17-18-19-23-24-27-28.

Les règles de construction sont les mêmes que pour la zone A, mais ces parcelles pourront être réunies jusqu'à concurrence de 3 parcelles, pour former une même assiette foncière. Dans cette hypothèse, les règles de constructibilité seraient celles de la zone B. Les mêmes dispositions qu'en zone A sont applicables en ce qui concerne la hauteur apparente des sous-sols cotés aval et sur la façade en retour.

ZONE B -

Zone bistre du plan masse.

Cette zone comprend les parcelles 20-21-35-36-37-38-51-52-72- Ces parcelles sont plus particulièrement destinées à des implantations de volumes plus importants correspondant à de petites pensions ou hôtels dont le nombre de chambres serait limité à 20, ou immeubles locatifs meublés, de volume équivalent.

Les volumes à construire dans cette zone n'excéderont pas un étage sur rez-de-chaussée + un comble aménageable et un sous-sol. La hauteur limite au faitage coté aval n'excédera pas 12 mètres. La surface au sol ne dépassera pas les cotes de 20 m x 11 m. Les mêmes dispositions que pour la zone A sont applicables pour la hauteur du sous-sol coté aval et sur la façade en retour.

ZONE C

Zone grise du plan masse.

Cette zone comprend les parcelles numéros 22-73- Ces parcelles de grande surface sont plus particulièrement destinées à recevoir l'implantation d'hôtels pouvant aller jusqu'à 50 chambres. Les volumes à bâtir sur ces parcelles n'excéderont pas 2 étages sur rez-de-chaussée + un comble aménageable.

La hauteur maximum sous la panne faîtière coré aval n'excèdera pas 15 mètres.

Les mêmes dispositions en zone A sont applicables en ce qui concerne la hauteur apparente du sous-sol noté aval et sur la façade en retour. Les masses indiquées sur le plan joint sont des masses maximum, mais pourront être de formes différentes, sous réserve de respecter les reculs définis sur le plan, par rapport aux limites des parcelles. La forme des toitures pourra également être différente des toitures à deux pentes traditionnelles, sous réserve de l'approbation de l'Urbanisme de la commune.

ZONE D

Zone bleue du plan masse.

Cette zone située en aval de la zone réservée pour les terrains de jeux sera affectée à la construction de studios, d'appartements ou de magasins.

La construction en ordre continu sera autorisée dans cette zone, dans le cadre des masses indiquées sur le plan joint.

Cette zone comporte les parcelles numéros 9 - 14. Ces parcelles pourraient être décomposées en deux ou trois parties au maximum pour faciliter la réalisation de ces immeubles importants.

Il est précisé que la gabarit retenu lors de la construction de la première tranche devra être respecté lors de la construction des tranches suivantes. De plus le style de l'architecture, la composition des façades, les matériaux devront s'harmoniser avec ceux de la première tranche réalisée.

Les couvertures des immeubles de cette zone seront des couvertures à deux pentes avec un faitage longitudinal. La trame de cette construction sera obligatoirement comprise entre 2.90 m et 3.60 m.

Des loggias en continuité en façade aval sont obligatoires. Ces loggias auront 1 m ou 1 m 50 de profondeur. En cas de construction par tranche de ces immeubles, l'Urbanisme pourra exiger que le pignon en attente soit traité d'une manière identique aux autres façades, pour ne pas nuire à l'aspect provisoire des lieux.

ZONE E

Zone teintée en vert sur le plan joint.

Cette zone est constituée par des terrains réservés. Il s'agit principalement de terrains qui resteront affectés aux espaces verts ou les constructions sont interdites. Ces terrains resteront propriété de la commune qui aura la charge de leur mise en forme, de leur plantation, et de leur entretien. Des jeux et des terrains de sport pourront être aménagés par la commune dans la partie aval de cette zone.

Les seules constructions envisagées dans cette zone seraient celles d'un immeuble polyvalent servant de maison communale, de club des sports, de syndicat d'initiati-

ve et éventuellement d'une chapelle. L'implantation de ces deux constructions sera définie après les terrassements généraux.

ZONE F

Zone teintée en jaune clair sur le plan.

Ces terrains sont réservés pour la construction de garages à voitures constitués par des box mitoyens ou pour l'aménagement de parkings, ou destinés à être rattachés aux lots voisins (lots II A et II B).

Article 3 - DISPOSITIONS COMMUNES AUX ZONES A A' B C et D

Afin de sauvegarder l'unité de style de l'ensemble, chaque projet devra être soumis en plus des formalités courantes de permis de construire à l'approbation de l'Urbaniste désigné par la commune. Il est précisé que chaque construction devra avoir un caractère adapté au site montagnard.

Les matériaux seront essentiellement des matériaux régionaux traditionnels. L'emploi du bois naturel du pays pour les bardages et les passées de toitures, les garde-corps, les volets est préconisé.

Les constructions devront être obligatoirement couvertes par des toits à deux pentes dont le sens du faitage est indiqué sur le plan d'ensemble. Les pentes de toiture devront obligatoirement être de 30 %. Si les couvertures sont traitées en métal, elles devront obligatoirement être peintes en gris vert, en gris bleu ou en noir.

Toute construction d'un style étranger à la région sera interdite, ainsi que toute construction d'un modernisme outrancier.

Le choix des couleurs de façades sera limité à une seule teinte par construction en sus des couleurs naturelles des matériaux. Cette teinte sera soumise à l'approbation de l'Urbaniste, sur échantillon.

La polychromie sur les façades est interdite.

Article 4 - IMPLANTATION DES IMMEUBLES -

Chaque implantation sera conforme aux indications du plan masse joint. L'angle dessiné en trait fort est un angle obligatoire. En outre, chaque implantation sera vérifiée par le géomètre de l'opération.

Il est précisé que les masses figurées sur le plan joint sont des emprises maximum au sol.

Les terrasses, balcons ou loggias pourront cependant être en saillie par rapport à la masse indiquée.

Les toitures ne seront en aucun cas complétées par des lucarnes ou des "chiensis" pour conserver des silhouettes simples et traditionnelles.

La surface au sol de chaque construction individuelle ne sera pas inférieure à 60 mètres carrés et les constructions préfabriquées de petites dimensions seront rigoureusement interdites.

Aucune construction annexe ne sera admise sur les parcelles en supplément des masses définies au plan. Les garages seront de préférence prévus dans les ensembles de box mitoyens sur les terrains réservés à cet effet. Des dérogations pourront être délivrées pour que les garages soient situés au sous-sol des immeubles lorsque la topographie des lieux s'y prêtera.

Article 5 - Clôtures -

Afin d'éviter le découpage des lots et l'impression de lotissement qui en résulterait, toute clôture sera interdite.

Article 6 - Plantations et ensemencements -

Chaque propriétaire de parcelle sera tenu de planter au minimum un arbre et un arbuste par 300 mètres carrés de terrain acquis.

L'implantation de ces arbres et arbustes ainsi que leur essence devront figurées sur les projets soumis à l'approbation de l'Urbaniste. Les essences préconisées sont les suivantes :

- a) pour les arbres : épicéa, mélèze, bouleau, sorbier, fayard, pin arcole.
- b) pour les arbustes : pin-mugus, rhododendrons, berberis, forsythias.

Ces plantations devront être réalisées dans l'année qui suivra la mise hors d'eau de l'immeuble. Chaque propriétaire devra faire des apports de bonne terre végétale et sera tenu d'ensemencer toute la surface de sa parcelle à l'exclusion des surfaces rocheuses en place qui pourront rester sans plantation, de manière à reconstituer une surface verte, d'un aspect équivalent à un pré de fauche.

Article 7 - Affichages :

Tout affichage est interdit sur l'ensemble du territoire de SAMANCE.

Chaque hôtel ou pension aura droit à une enseigne située sur la façade de son choix et ayant reçu l'approbation de l'Urbaniste.

En outre, les enseignes des hôtels ou pensions pourront être groupées sur un panneau, au carrefour situé en aval des commerces, et à l'entrée du lotissement, sur la route département-

tales n° 4, conformément au règlement communal.

Article 8 - Tenue des constructions et des terrains -

Chaque propriétaire de terrain et de construction sera dans l'obligation d'entretenir convenablement la surface de sa parcelle et les façades de son immeuble.

Des ravalements ou reprises de peinture et vernis des façades pourront être exigées au cas où certaines constructions seraient laissées à l'abandon nuisant ainsi à la bonne tenue de l'en-semble.

Article 9 - Entretien des voies et passages -

Les voies principales et passages à piétons restant propriété de la commune, seront entretenues par les soins de la commune de même que la totalité des réseaux principaux d'alimentation et de distribution.

Article 10 - Prise de possession -

Tout acquéreur prendra le lot à lui vendu dans l'état où il se trouve, le jour de la vente sans pouvoir prétendre à une indemnité ou une diminution de prix en raison du dit état ni pour aucun autre motif.

L'acquéreur déclare bien connaître le tracé général des voies desservant le lotissement et s'engage à n'élever aucune réclamation, au sujet de sa position, de son profil en long, de ses profils en travers ainsi que de la viabilité qui y est établie, conformément aux termes de l'approbation de Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie à intervenir.

Il n'aurait encore aucune réclamation à élever en cas de modification des formes des surfaces des autres lots que le sien et en cas de modification qui pourraient être apportées à la voirie et à la viabilité, d'accord avec les autorités municipales et préfectorales qualifiées ou sur leur initiative.

Le bornage ou le piquetage de chaque lot seront obligatoirement effectués par le géomètre désigné par la commune et à ses frais. Des plans de bornage dressés par le géomètre, aux frais du vendeur, seront annexés à chaque vente. Les frais d'acte et de notaire sont exclusivement à la charge de l'acquéreur.

Il est en outre rappelé que la limite des lots jouxtant les voies du lotissement, est déterminée par l'extrémité de la plateforme de la chaussée (8 m - 5 m.) ou des passages à piétons (2 m). Les talus de déblais ou de remblais se trouvent donc ainsi sur les lots, sans pour autant que les acquéreurs puissent en modifier leur structure, afin d'éviter de nuire à la tenue des

différentes chaussées.

Article II - Servitudes spéciales -

1°) Relatives à l'alimentation électrique :

Chaque acquéreur d'un lot devra céder gratuitement le terrain nécessaire à l'établissement éventuel d'une cabine de branchement, située en bordure de route. Il devra autoriser le passage souterrain des câbles électriques, soit en lignes principales, soit en branchements pour bâtiments voisins. Il devra autoriser l'implantation sur sa propriété, de supports béton ou acier pour les lampes publiques ainsi que le passage en souterrain des câbles destinés à l'alimentation de ces lampes. En outre chaque acquéreur devra s'engager à faire installer à ses frais son branchement en câble souterrain type RPF 4 x 29 mm², depuis la cabine de branchement qui lui sera désignée.

2°) Relatives aux canalisations d'eau potable et d'eaux usées -

Chaque acquéreur d'un lot devra autoriser le passage sur son terrain des canalisations d'eaux usées et d'eau potable ainsi que la présence de petits ouvrages (regards de visite, réducteurs de pression etc...)

Article 12 - Dérogations -

Des dérogations au présent règlement pourront être accordées après avis favorable de Monsieur le Maire de la commune sur avis conforme de l'Urbaniste et des services compétents du M.R.L.

Article 13 - Approbation administrative - Condition suspensive -

Le lotisseur remplira les formalités voulues pour l'obtention de l'approbation administrative.

Cette approbation rendra définitive les conditions particulières du présent cahier des charges qui se trouve ainsi soumis à la condition suspensive de cette approbation.

Et au moins d'une autorisation spéciale donnée par Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie aucune vente ne pourra être faite en conséquence du présent cahier des charges, ni aucune construction édifiée sur les lots sus-indiqués avant la réalisation des travaux de viabilité et d'aménagement ci-dessus prévus.

Le tout conformément aux articles 83 à 91 de la loi du 15 juin 1943.

Mention d'Annexe.

Vu pour être annexé à mon Arrêté de ce jour ANNECY le Vingt huit aout mil neuf cent soixante trois.

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Chef de division signé : illisible.

PREFECTURE DE LA HAUTE-SAVOIE

REPUBLIQUE FRANCAISE

Division des Affaires
Economiques et Sociales

3ème Bureau

Lotissement communal de Samance

LE PREFET

ARRETE N° 3030-63

DE LA

GDL/AMB

HAUTE-SAVOIE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le projet déposé par la commune du GRAND BORNAND concernant le lotissement d'un terrain lui appartenant, situé sur le territoire de cette commune, hameau du Chinaillon lieu dit "Samance" cadastré Section A N° 2446 et 2436 d'une contenance approximative de 200.000 m² comprenant 80 lots.

VU L'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête publique du 23 Mars 1963,

VU les cahiers des charges, plan et programme d'aménagement dudit lotissement,

VU le Code de l'Urbanisme et de l'Habitation,

VU les décrets N° 58-1466 du 31 Décembre 1958 et 59-898 du 28 Juillet 1959 relatifs aux lotissements,

VU l'avis favorable du conseil municipal dans sa séance du 2 Mars 1963,

VU le procès verbal d'enquête publique et l'avis de M. le Commissaire Enquêteur en date du 18 Avril 1963,

VU les avis de Mme le Directeur Départemental de la Santé en date des 17 Mai 1963 et 16 Aout 1963,

VU l'avis favorable de M. le Maire du GRAND BORNAND en date du 26 février 1963

VU l'avis de M. L'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées en date du 30 Avril 1963,

VU les avis et lettres de M. Le Directeur des Services Départementaux du Ministère de la Construction en date des 19.3.1963, 10.8.1963 et 22.8.1963,

SUR la proposition de M. Le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1. - Est autorisé le projet de lotissement visé ci-dessus, sous réserve du respect des prescriptions des décrets des 31 décembre 1958 et 28 juillet 1959 susvisés, des clauses du programme d'aménagement et du cahier des charges en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2. - Au départ de la voie de desserte un épanouissement aussi vaste que possible sur le C.D. N°4 établi en accord avec le Service des Ponts et Chaussées devra être prévu.

ARTICLE 3. - Une bande libre de 3 m de largeur devra être réservée en limite de la voie de desserte pour faciliter les opérations de déneigement.

ARTICLE 4. - L'espacement des regards de visite des canalisations d'eaux usées ne devra pas dépasser 35 m.

ARTICLE 5. - Le fonctionnement de la station d'épuration sera suivi et le contrôle de l'épuration devra être effectué au moins une fois par an sous la surveillance de la Direction Départementale de la Santé.

ARTICLE 6. - L'emplacement des poteaux d'incendie prévus fera l'objet d'un accord du Service Départemental d'Incendie.

ARTICLE 7. - Pour l'alimentation en électricité les installations devront être conformes aux instructions techniques et faites en accord avec la régie du S.T.V.T.

ARTICLE 8. - Le lotissement sera soumis au Code de la Santé Publique et à l'Ordonnance N° 58-1004 du 23 Octobre 1958 relative au raccordement obligatoire des immeubles au réseau d'égout communal.

ARTICLE 9. - a) Les travaux de viabilité et d'assainissement devront être entièrement exécutés par le lotisseur avant toute vente de parcelle et édification.

b) Le certificat de viabilité ne pourra être délivré que sur production d'un certificat d'analyse d'eau effectué par un laboratoire de 1ere catégorie.

La réglementation en vigueur en matière d'Hygiène sera strictement observée.

ARTICLE 10. - Le présent arrêté ne dispense pas de toutes autorisations subsidiaires qu'il s'avérerait indispensable d'obtenir, notamment en ce qui concerne le permis de construire.

ARTICLE 11. - Aucune modification ne pourra être entreprise sans avoir fait l'objet d'une autorisation nouvelle qui sera accordée dans la même forme que l'autorisation primitive.

ARTICLE 12. - Le projet approuvé dans les conditions ci-dessus sera déposé en Mairie pour être remis à la disposition du public.

Les conditions du cahier des charges du lotissement devront figurer, ainsi que la date de la décision approbative, dans tous les actes et promesses de vente et dans tous les engagements de location ou de location-vente.

Les dites conditions du cahier des charges pourront être affichées par les soins du Maire sur le lieu du lotissement.

ARTICLE 13. - La présente autorisation deviendra caduque si les travaux d'aménagement ne sont pas commencés dans un délai de 2 ans expirant le 23 Aout 1963.

ARTICLE 14. - La présente autorisation sera publiée au bureau des hypothèques par les soins du lotis-

seur ou de son mandataire.
ARTICLE 15. - Ampliation du présent arrêté sera adressée à :
- M. Le Maire du GRAND BORNAND pour exécution en ce qui le concerne,
- M. le Directeur des Services Départementaux du Ministère de la Construction,
- M. Le Directeur de l'Enregistrement des Domaines et du Timbre.
- M. Le Directeur des Contributions Directes (Service du Cadastre)
- M. L'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées
- Mme le Directeur Départemental de la Santé.
ANNECY le vingt huit aout mil neuf cent soixante trois.

Le Prefet

Pour le Prefet et par Délégation

Le Secrétaire Général : A.DELMAS.

Pour ampliation

LE CHEF DE DIVISION signé : illisible.

Mention d'Annexe.

Annexé à la minute d'un acte de dépôt dressé par Maître LARAVOIRE, notaire à THONES, ce jourd'hui.

Thones le quatre mars mil neuf cent soixante quatre.

Suivent les signatures.

Je soussigné M. Jean Laravire, notaire à Thones certifie que la présente copie a été exactement collationnée et est conforme à la minute et a l'expédition et certifie si recevoir la mention de publication et approuve quatre mots rayés nuls.

Il certifie en outre que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document, telle qu'elle figure en tête à la suite de leurs noms, lui a été régulièrement justifiée.



Jean Laravire
T = 5

S = 1

10

Formalité de publicité

Taxe. ...	5
Salaire...	1

du 13 JANV. 1965

Vol.

2919

n°

25

Dépôt	Voi. 536
	n° 1384



TROISIEME ADDITIF A CAHIER DES CHARGES DU LOTISSEMENT COMMUNAL DE SAMANCF

Pardevant Maître Pierre DEPOINIER,
Notaire à THONÈS (Haute-Savoie) soussigné.

A COMPARER:

Monsieur Fernand PERRISSIN, propriétaire
et Hôtelier Maire de la Commune de GRAND-
BORNAND (Haute-Savoie) demeurant audit
lieu.

Agissant en sa qualité de Maire en
exercice de la Commune de GRAND-BORNAND.
Lequel es-qualité a exposé ce qui suit:

EXPOSE :

La Commune du Grand-Bornand ayant procé-
dé au lotissement de divers terrains com-
munaux, situés sur la Commune a établi le
cahier des charges et le programme des tra-
vaux envisagés, lesquels ont été approuvés
par arrêté de Mr le PREFET de la Haute-
Savoie le vingt huit aout mil neuf cent
soixante trois.

Aux termes d'un acte reçu par Maître
Jean LARAVOIRE, Notaire à THONÈS le quatre
mars mil neuf cent soixante quatre, Mon-
sieur PERRISSIN Comparant a déposé et mis
au rang des minutes du dit Notaire pour
en assurer la conservation et en faire
opérer la publicité foncière les pièces
suivantes :

- 1 - Le cahier des charges et le program-
me des travaux.
- 2 - Une ampliation de l'arrêté préfec-
toral précité.

3 - Le plan de situation, l'implantation des immeubles le plan des lots, de la voirie, des parkings et des espaces verts.

4 - Le plan des réseaux d'eau et d'électricité et de téléphone

5 - Le plan d'évacuation des eaux usées.

6 - Le plan d'ensemble.

Le tout annexé à l'arrêté de Mr le PREFET du vingt huit aout mil neuf cent soixante trois.

Une expédition tant du cahier des charges sus-relaté que de l'acte de dépôt a été publié au bureau des hypothèques d'Annecy le treize octobre mil neuf cent soixante quatre volume 2885 N° 2.

22) Aux termes d'un acte reçu par Maître CATTIN, Notaire suppléant de feu Maître LARAVOIRE le seize juin mil neuf cent soixante quatre, Monsieur PERRISSIN, comparant es-qualité a apporté diverses précisions concernant l'assiette cadastrale de ce lotissement.

Une expédition de ce premier additif a été publiée au bureau des hypothèques d'Annecy le treize octobre mil neuf cent soixante quatre volume 2885 N° 12.

32) et suivant acte reçu par Maître CATTIN, Notaire sus-nommé le seize septembre mil neuf cent soixante quatre Monsieur PERRISSIN es-qualité a défini le périmètre cadastral du lotissement communal de Samance qui aura une superficie de DIX HUIT HECTARES TRENTE NEUF ARES QUATRE VINGT DIX SEPT CENTIARES (18 H 39 a 97 ca)

Une expédition de ce deuxième additif a été publiée au bureau des hypothèques d'Annecy le treize octobre mil neuf cent soixante quatre volume 2885 N° 11.

TROISIEME ADDITIF A CAHIER DES CHARGES

Ces faits exposés Monsieur PERRISSIN, comparant es-qualité déclare apporter tant au cahier des charges qu'aux premier et deuxième additifs ci-dessus relatés dans l'exposé qui précède le troisième additif suivant :

12) La Commune du GRAND-BORNAND aura la faculté de modifier les clauses et conditions énoncées tant au cahier des charges du quatre mars mil neuf cent soixante quatre qu'aux deux additifs des seize juin et seize septembre mil neuf cent soixante quatre sus-relatés sans avoir à reporter l'autorisation écrite et signée des copropriétaires de ce lotissement déjà loti.

22) L'article 2 du cahier des charges du quatre mars mil neuf cent soixante quatre est modifié comme suit en ce qui concerne exclusivement la zone B, zone grise du plan

de masse dans son alinéa Premier qui est désormais rédigé ainsi qu'il suit :

" Cette zone comprend les parcelles 20-21-35-36-37-38-51-52-et 72.

Ces parcelles sont plus particulièrement destinées à des implantations de volume plus important correspondant à de petites pensions ou d'hôtels dont le nombre de chambres serait limité à VINGT ou encore d'immeubles locatifs, meublés de volume équivalent ou d'immeubles soumis au régime de la co-propriété de volume équivalent prévu pour la vente par appartement et studio".

Le surplus du paragraphe prévu pour la zone B tel qu'il est inséré au dit cahier des charges reste sans changement

FRAIS

Les frais des présentes et de leur suite seront supportés par la Commune du GRAND-BORNAND ainsi que Monsieur PERRISSIN, comparant es-qualité s'y oblige.

DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leur suite, Monsieur PERRISSIN es-qualité fait élection de domicile à THONES en l'Etude de feu M^r Jean LARAVOIRE.

DONT ACTE.

Fait et passé à THONES,
En l'Etude de feu M^r Jean LARAVOIRE,
L'AN MIL NEUF CENT SOIXANTE QUATRE.
ET LE : huit Décembre.

Lecture faite le comparant et le Notaire ont signé.
suivent les signatures.

MENTION D'ENREGISTREMENT

enregistré à ANNECY A.C. le dix décembre 1964.
VOL 315 F^r 80 N^o 1006/3 Reçu dix francs.
le Receveur signé : illisible.

Je soussigné M^r Pierre Depommier, notaire à Thonon, certifie que la présente copie a été exactement collationnée et est conforme à la minute et à l'expédition destinée à recevoir la mention de publication.

Il certifie en outre que l'identité complète des parties énoncées dans le présent document telle qu'elle figure en tête et à la suite de leurs noms, lui a été régulièrement justifiée.

[Signature]

Maitre P. Depommier
Thonon

2